

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



Michel Rocard

candidat du
socialisme

Né le 23 août 1930 à Courbevoie. 38 ans.
Marié. Père de deux enfants, Sylvie, 13 ans
et Francis, 12 ans.

Fils de M. Yves Rocard, Directeur du
Laboratoire de Physique de l'École Nor-
male Supérieure.

Licencié en Droit, ancien élève de l'École
Nationale d'Administration et du Centre
d'Étude des Programmes économiques.

Inspecteur des Finances en 1958.

A été chef de la Division des budgets
économiques et secrétaire de la Commis-
sion des Comptes et Budgets économiques
de la nation.

*En 1967, il est élu secrétaire national du
P.S.U.*

Pourquoi je suis candidat

Michel Rocard



Au mois de mai 1968

Au mois de mai 1968, il y a un an, nous avons été des millions : ouvriers, étudiants, enseignants, techniciens, cadres et paysans, à manifester notre colère contre une société hiérarchisée, bureaucratisée, soumise au profit et à la spéculation. Ce mouvement a soulevé une immense espérance et cependant à ce moment les partis traditionnels de la gauche n'ont su lui donner aucune direction. Les uns ont voulu dévier cette force immense vers des revendications limitées, les autres, qui n'ont rien compris, se sont tus : qu'a dit par exemple M. Defferre durant toute cette période ? C'est alors que la division de la gauche a été dramatique. Comment espérer qu'elle se serait refaite devant l'élection présidentielle alors qu'ils n'ont en rien changé ?

J'avais espéré qu'une candidature unique de la gauche serait possible. Je l'avais souhaitée, jusqu'au dernier jour. Mais, aujourd'hui, il y a une gauche divisée, « éclatée », et c'est comme s'il n'y avait plus de gauche.

Cet échec, des hommes en portent la responsabilité, vous les connaissez. Mais leurs manœuvres n'ont pas beaucoup surpris ; depuis des années, nous avons combattu pour que les conditions de l'unité de la gauche soient réalisées.

Ces conditions, c'était d'abord que la gauche puisse apporter une réponse aux problèmes les plus pressants de notre pays. En fait, la gauche cesse d'exister lorsqu'elle cesse de proposer au pays une réponse audacieuse aux difficultés que vous éprouvez chaque jour. La gauche n'existe plus lorsqu'elle n'a rien à dire.

En vérité, les problèmes qui se sont posés en mai sont des problèmes politiques, et qu'il faut bien résoudre aujourd'hui. Ce sont ces problèmes qui ont fait partir le général de Gaulle. Et s'il est parti, c'est parce que la bourgeoisie française, la droite française, ne lui faisait plus confiance pour trouver des solutions aux vrais problèmes qui se posaient alors. Mais ces vrais problèmes nous les retrouvons aujourd'hui, et notre souhait le plus profond c'est que cette élection aide si possible à les résoudre. Nous sommes aujourd'hui dans une société qui connaît bien des difficultés, et

cela n'est pas propre à notre seul pays.

Chez nous, les trois quarts de nos paysans ne savent pas quel avenir on leur prépare. Un grand nombre d'ouvriers, de techniciens et de cadres savent leur emploi menacé par les changements techniques. L'Université créée par et pour la bourgeoisie est en pleine crise. La moitié de nos régions stagnent ou s'inquiètent de leur avenir. La monnaie est constamment menacée par la spéculation et sa valeur peut changer d'un moment à l'autre.

Mais les problèmes qui se posent à notre pays ne sont pas seulement les problèmes économiques à résoudre. Le problème du pouvoir se trouve aussi directement posé. Et de la manière la plus brutale par rapport à tous les travailleurs, au sein de leurs entreprises.

La solution est socialiste

La réponse à ces problèmes, pour moi, c'est le socialisme, le socialisme pour un pays développé comme le nôtre. Le socialisme, aujourd'hui, c'est d'abord un combat. Le socialisme, c'est-à-dire l'ensemble des exigences pour faire une société plus libre et plus juste.

Cela suppose un combat. Il est guidé par deux perspectives. La première, c'est que notre société décide elle-même de ses affaires et n'en laisse pas le contrôle aux intérêts privés ; c'est que le profit ne fait plus la loi. Pour cela, il faut éten-

dre les moyens de contrôle de la collectivité sur l'économie par les nationalisations et par le contrôle des travailleurs sur l'entreprise. Et puis la seconde perspective, c'est que chacun de nous, de vous, doit pouvoir peser sur son destin, connaître et discuter, contrôler les décisions qui concernent sa vie quotidienne, dans l'entreprise comme au dehors de l'entreprise. On peut changer un président de la République, on peut changer un maire, il faut pouvoir changer de patron, et c'est dans cette perspective qu'il faut organiser la société socialiste.

Suite page 8

Bulletin d'adhésion au PSU

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER

AU SIEGE DU PSU

81, RUE MADEMOISELLE,

PARIS-15^e

Faux duel et vraie bataille

Jean-Marie Vincent



La bataille des présidentielles n'est pas seulement un affrontement entre des personnes. Elle est avant tout l'occasion de choix politiques fondamentaux qui, inévitablement, auront des conséquences de grande portée sur la vie de la plupart des Français. La situation économique et financière, apparemment stable aujourd'hui, est lourde de menaces : crise monétaire imminente, signes de ralentissement de l'activité économique. Déjà, les milieux dirigeants de notre pays préparent à leur manière ces échéances prochaines : alliance plus étroite avec le capitalisme international, mise au point d'une politique d'austérité, restriction du crédit à la consommation, etc.

*La sainte alliance
contre les travailleurs*

Or, la presse, l'O.R.T.F. et, en gé-

néral, les grands moyens d'information, font tout pour masquer cette réalité, pour transformer les Français en spectateurs passifs d'un duel entre Pompidou et Poher, c'est-à-dire entre des hommes qui défendent à peu près la même politique, celle du conservatisme et de la réaction. On veut nous convaincre qu'il n'y a pas d'autre choix, qu'il s'agit de se décider entre la mâle assurance de M. Pompidou et la tranquille bonhomie de M. Poher, le tout pour conserver les institutions de la V^e République, l'appareil répressif de M. Marcellin et la domination capitaliste dans les entreprises. Pour ceux qui seraient un peu récalcitrants devant cette perspective, les vieux chevaux de retour de la S.F.I.O. ont mijoté une belle opération, celle du tandem Defferre-Mendès qui, sous le couvert de la rigueur de la démocratie, n'a pour autre objet que le soutien de M. Poher au deuxième tour.

Ainsi, nos classes dirigeantes, qui ont tremblé pour leur pouvoir lors de l'immense mouvement social de mai-juin 1968, pensent pouvoir gagner sur tous les tableaux. Si Georges Pompidou l'emporte, l'opposition officielle à sa politique sera celle de tout repos de l'ancien président du Sénat. Si, par contre, M. Poher coiffe son adversaire sur le poteau, on est à peu près certain qu'au nom de la concorde, de l'union, il fera tout pour endormir la vigi-

lance de ceux qui espèrent de lui contre toute vraisemblance des changements notables. En somme, pile je gagne, face tu perds !

La réponse socialiste

Pour faire échouer ce dessein, la réaction des travailleurs et de tous ceux qui subissent l'oppression capitaliste doit être sans ambiguïté. Plus ils manifesteront leur opposition clairement à l'alliance qui, de Pompidou à Defferre, veut les museler, plus ils s'opposeront fermement aux tentatives d'enveloppement des sirènes centristes, mieux ils pourront se défendre contre les attaques du patronat et de l'État patron. Le P.S.U. a été conscient de cette nécessité dès le lendemain du référendum. Il a proposé publiquement une entente des forces populaires sur une base socialiste sans équivoque, car seule une telle entente était susceptible de traduire sur un plan politique la force potentielle des grévistes et des étudiants de mai-juin 1968. Il ne posait pour cela aucune condition préalable, si ce n'est l'élaboration d'une orientation précise de lutte contre le capitalisme et ses agents politiques, exempte des vieilles formules équivoques sur l'« union des républicains », sur « l'union des forces démocratiques » qui ne faisaient qu'estomper les affrontements de classes.

Aujourd'hui, il ne sert plus à rien de ressasser sans fin les refrains sur la désunion de la gauche. En fait, la gauche, sous la forme de l'alliance P.C.F.-S.F.I.O. ou F.G.D.S., a volé en éclat, en dévoilant toute sa fragilité et les faux-fuyants sur lesquels elle était construite. Il faut reconstruire. C'est pourquoi il est nécessaire que s'affirme à travers la candidature de Michel Rocard un courant authentiquement socialiste qui sache porter à l'adversaire capitaliste les coups qui le feront reculer.

SOUSCRIPTION

La campagne du candidat du socialisme doit faire participer le maximum de travailleurs, d'étudiants et d'intellectuels. Il est donc indispensable que soient éditées par millions tracts, affiches et journaux.

Pour cela, l'argent est nécessaire. Le P.S.U. lance une souscription.

L'ampleur de la campagne en dépend.

C.C.P. Tribune Socialiste : 58 26 65 - Paris.

P.S.U. : 14 020 44 - Paris.

Les options du socialisme

Ouverte par le mouvement de Mai 68, la crise du régime gaulliste s'est conclue le 27 avril dernier par la victoire du Non au référendum. Une victoire *ambiguë* qui résulte d'une rencontre *paradoxe* : celle des travailleurs qui aspirent à un changement profond, avec les tenants du plus parfait conservatisme qui ont cessé de faire confiance à de Gaulle pour préserver leurs privilèges.

Et ce sont ces derniers, gaullistes orthodoxes ou gaullistes dissidents, conservateurs et réactionnaires de toutes nuances que l'on retrouve derrière les candidatures, opposées mais complémentaires, de Georges Pompidou et d'Alain Poher. Pour eux, il s'agit d'abord de *bloquer toute remise en cause* des « acquis » de la V^e République : Constitution autoritaire, poids accru des forces de répression, collusion permanente entre l'Etat et les grandes entreprises capitalistes.

Face à cette orientation réactionnaire, unique même si elle s'incarne en deux visages, les forces populaires qui se sont exprimées en Mai 68, ne peuvent se satisfaire de propositions vagues et de demi-mesures. Elles doivent au contraire s'affirmer clairement sur des options résolument socialistes. Tel est le sens de la campagne que mènent les Comité Mai 69 avec Michel Rocard.

Une campagne qui propose simultanément :

— Un soutien actif aux luttes qui se déroulent en ce moment dans les

entreprises et dans l'enseignement.

— Des engagements précis quant aux mesures à prendre pour ouvrir la voie à un pouvoir de transition vers le Socialisme.

— Une vue claire de la société socialiste à construire, libérée de toute bureaucratie et capable de satisfaire les aspirations et les espérances des travailleurs.

LES TRAVAILLEURS MAITRES DE L'ECONOMIE

● Dans l'immédiat notre campagne fera largement connaître les luttes en cours et soutiendra les revendications actuelles des travailleurs : retour progressif aux 40 heures sans réduction de salaire, échelle mobile des salaires avec possibilité effective de contrôle des prix, respect des libertés syndicales pour tous les travailleurs nationaux ou immigrés, contrôle ouvrier sur l'emploi et les conditions de travail.

● Mais elle proposera en même temps les mesures à court terme, seules susceptibles de consolider les conquêtes des travailleurs : nationalisation des banques et socialisation des grands secteurs de production, mise en place d'institutions décentralisées pour une élaboration démocratique du plan, formation permanente des travailleurs qui leur permette d'exercer leurs responsabilités et de faire face aux reconversions inévitables.

● Par-delà ces mesures transitoires, notre campagne, enfin, esquisse-

ra la forme que le socialisme peut revêtir dans un pays politiquement, économiquement et culturellement avancé. Celle d'une société confiante dans les capacités de gestion et de création des masses et fondée sur le pouvoir effectif des représentants des travailleurs dans les usines, et des assemblées populaires élues à tous les échelons.

LES TRAVAILLEURS MAITRES DE L'ETAT

● La campagne socialiste appellera à lutter contre toutes les manifestations d'un Etat capitaliste centralisé et autoritaire : contre la Constitution de la V^e République, pour la dissolution des corps spéciaux et parallèles de répression, pour la sup-



Lutter contre un Etat centralisé et autoritaire.

pression du corps préfectoral, pour la levée de l'interdiction des organisations dissoutes en juin 68, pour la réintégration des journalistes licenciés de l'O.R.T.F.

● Mais en même temps, elle défendra les mesures qui définissent un Etat fondé sur la démocratie directe et la liberté d'expression. Ainsi conçu, l'Etat doit émaner des collectivités de travail et des collectivités locales et régionales. Outre la représentation des travailleurs aux diverses instances économiques, communales et régionales doivent assurer la représentation de l'intérêt collectif auprès des entreprises locales et auprès des organes locaux des services de l'Habitat, de la Santé, de l'Education nationale et de la Formation permanente, de la Sécurité Sociale et autres grands services collectifs.

FORMATION ET CULTURE POUR TOUS

La crise culturelle qui s'est ouverte en mai déborde largement les seuls problèmes universitaires.

● C'est l'ensemble de notre système d'enseignement qui est condamné. Il faut en changer les méthodes et le contenu. Il faut supprimer un mode de sélection qui favorise uniquement la classe dirigeante. Il faut mettre en place un nouveau système d'enseignement qui assure à chacun, tout au long de sa vie, les mêmes chances de formation et de promotion.

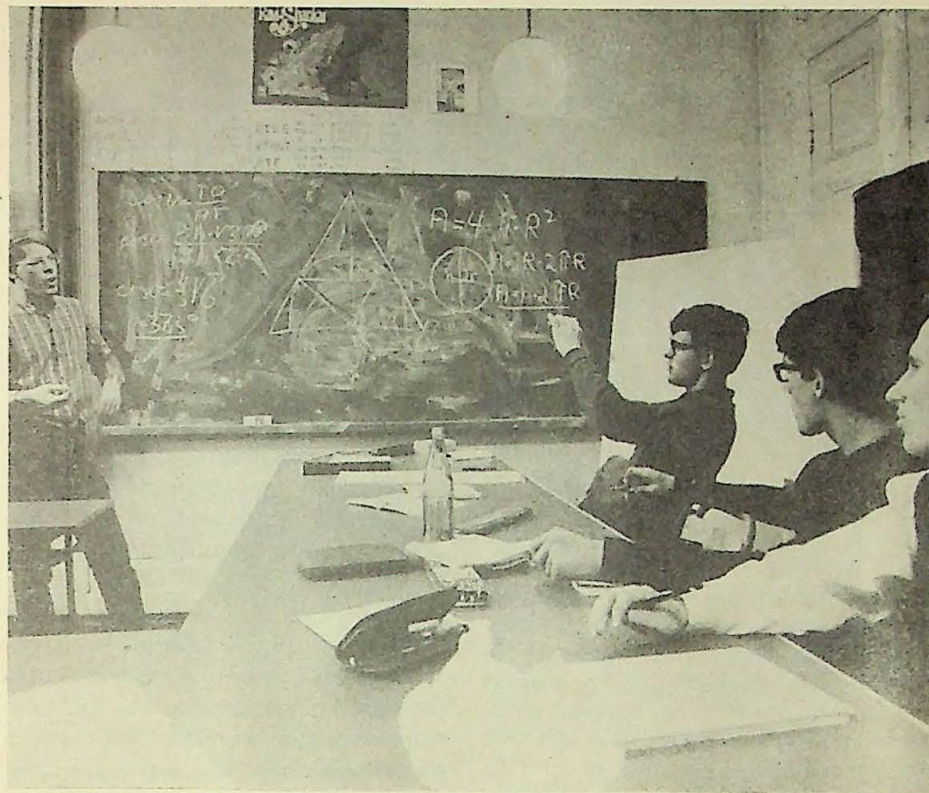
Cela suppose que le contrôle de la formation, comme celui de la recherche scientifique, cesse d'appartenir, en fait, aux représentants d'une industrie fondée sur la seule recherche du profit. Ce sont, au contraire les représentants des travailleurs qui doivent être associés à la définition et à l'application des objectifs d'enseignement et de formation permanente.

● Il en va de même de la culture qui doit cesser d'être le privilège d'une classe et d'être traitée comme une « marchandise » soumise, elle aussi, à la règle du profit.

● Une politique socialiste de la formation et de la culture ne saurait se développer sans une profonde transformation des structures des moyens d'information. Il faut mettre fin à la domination que les groupes industriels exercent sur la presse écrite. C'est-à-dire nationaliser les biens de presse pour les mettre à la disposition de tous les courants de pensée du pays. Quant à l'O.R.T.F., c'est son statut qu'il s'agit de mettre en cause, de manière à assurer son indépendance à l'égard du gouvernement quel qu'il soit.

L'INDEPENDANCE ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

La menace de l'hégémonie américaine, déjà renforcée dans les derniers mois du régime, pèse aujourd'hui plus lourdement encore.



Changer les méthodes d'enseignement.

● Une politique socialiste n'est possible que dans une France indépendante. Il faut donc exiger le retrait immédiat du Pacte Atlantique et des mesures efficaces contre la main-mise des capitaux américains sur l'économie française.

● Un pays engagé dans la voie du socialisme ne saurait se replier sur lui-même. Un soutien politique et matériel doit donc être apporté à tous

les peuples en lutte contre les dominations étrangères, l'impérialisme et le sous-développement.

A une évolution capitaliste, libérale et atlantiste, il faut opposer un combat pour une solution socialiste fondée sur la planification, le pouvoir des travailleurs et la coopération des forces anti-impérialistes dans le monde entier, et tout particulièrement en Europe.

Logement : triste bilan

Maité Rungis



Le scandale du logement et de la spéculation foncière vaut qu'on s'y attarde. C'était en effet un des slogans préférés de Pompidou au pouvoir : n'avait-il pas — toujours à l'occasion de ce fameux V^e Plan — promis que la construction serait « la priorité des priorités » ? Le résultat est catastrophique : on a moins construit l'an dernier qu'en 1965 (409.700 logements contre 411.600 !) et l'on s'est un peu plus éloigné de l'objectif officiel des 480.000 appartements par an, pourtant très insuffisant (il en faudrait plus de 600.000 pour espérer résorber la crise actuelle en une génération).

Ainsi, à l'heure où arrivent à l'âge du mariage les fortes générations d'après-guerre, la construction française baisse : une véritable histoire de fous ! D'autant plus dramatique que la construction d'H.L.M. à louer, destinées aux familles populaires

principales victimes de la crise, reste inférieure des deux tiers à ce qu'elle devrait être : on bâtit à peine 115.000 H.L.M. locatives par an alors qu'il en faudrait plus de 300.000 chaque année, pour loger décemment et peu à peu les quelque 15 millions de Français victimes de la crise.

Ces chiffres n'ont rien de clandestin ; ils sont connus des responsables politiques. Mais le gaullisme n'a pas voulu demander à la nation l'effort nécessaire pour résoudre le problème, préférant livrer les jeunes ménages aux promoteurs immobiliers et aux banques, qui exploitent leur besoin d'un toit. Dans la région parisienne (comme dans les grandes agglomérations urbaines) où la crise est la plus grave, on constate, paradoxe incroyable, que la construction fléchit encore plus qu'ailleurs. Un exemple : il y a, selon la dernière enquête officielle, 2.900.000 personnes vivant dans des logements surpeuplés ou dans des taudis dans le district parisien. Or, on n'a bâti pour elles l'an dernier que 33.000 H.L.M. à louer. A ce rythme, dans cent ans, la crise continuera... pour leurs descendants.

Quant à la spéculation foncière, elle est tellement énorme qu'il est à peine besoin d'en parler : depuis l'avènement de la V^e République, les prix des sols à bâtir ont plus que quadruplé (décuplant même dans certaines villes), procurant d'énor-



mes profits aux spéculateurs, au détriment bien sûr des familles qui cherchent à se loger. De bric et de broc, les ministres successifs avaient cherché à construire de petites digues contre cette marée scandaleuse. Chalandon, depuis son arrivée, fait tout disparaître : les règles d'urbanisme qui gênent les promoteurs immobiliers, les limitations de densité qui freinent leur profit, les zones d'aménagement qui contrarient leurs projets...

En vieillissant, la V^e République est devenue de plus en plus réactionnaire, méprisant l'homme et ses besoins fondamentaux — logement, vie décente, culture, santé — pour mieux arrondir les profits. C'est avec ce capitalisme et ses effets qu'il faut rompre. En optant pour le socialisme et en l'appliquant aux réalités d'aujourd'hui.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

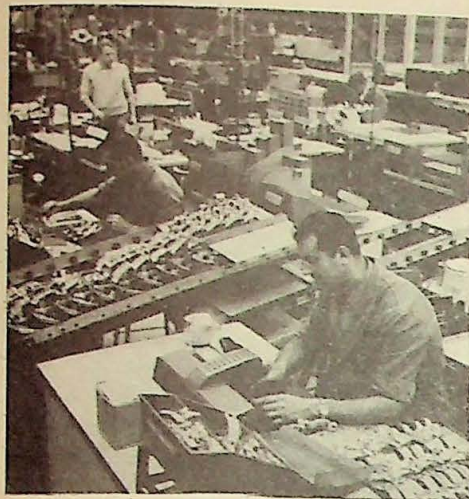
Abonnements

| | |
|---------------------------------|------|
| 6 mois | 22 F |
| 1 an | 43 F |
| de soutien à partir de | 80 F |

C.C.P. 58 26 65

Imposer le contrôle ouvrier

Pierre Gautier



Les travailleurs salariés constituent l'immense majorité de la population dans notre pays. Dans les usines, dans les bureaux, ils contribuent tous — plus ou moins directement — à la marche de l'énorme machine que représente une économie capitaliste moderne. Les ouvriers d'industrie, les techniciens productifs, partie centrale de ce monde du travail, ont pour fonction essentielle moins de produire des richesses matérielles que de produire du profit au bénéfice d'une minorité de chefs d'entreprise et de propriétaires des moyens de production.

LA DOMINATION CAPITALISTE

Cette situation de subordination aux exigences capitalistes de la production du profit et de la domination despotique de quelques-uns dans les entreprises, tend à réduire les travailleurs au rôle d'instruments interchangeables, à qui l'on refuse la possibilité d'exercer leurs capacités individuelles et collectives de maîtrise des processus économiques, en même temps qu'on leur dénie la possibilité d'acquérir une aptitude permanente à apprendre et à se perfectionner dans un environnement technique sans cesse bouleversé. Les travailleurs sont le « tout venant », la masse anonyme de ceux qui, s'ils ne meurent pas de faim aujourd'hui, doivent consentir aux plus grands efforts pour accéder à quelques miettes de bien-être, la masse toujours renouvelée de ceux qui sont promis au déclassement, voire au chômage, quand la machine économique a des ratés. Les institutions politiques, l'Etat, même quand il se veut paternaliste, la culture, même quand elle se veut de masse, tout concourt à maintenir les travailleurs dans cette

position subordonnée de résignation entretenue, d'observation passive des événements.

LA LIBERATION

C'est pourquoi toute action de renouvellement des objectifs et des méthodes du mouvement ouvrier et socialiste passe par l'affirmation de la force des travailleurs dans les usines et les bureaux, par leur intervention contre l'organisation capitaliste du travail. Le P.S.U., qui se veut l'élément moteur d'un véritable courant socialiste de transformation de la société, pense qu'au-delà de la nécessaire bataille pour la défense du niveau de vie des travailleurs, il est indispensable que les travailleurs, leurs représentants et leurs organisations imposent un véritable droit de veto contre les décisions autoritaires du patronat ou, en d'autres termes, un véritable contrôle sur des éléments essentiels du rapport de travail : embauche, licenciement, règles d'avancement, organisation interne du travail, intégration des primes dans le salaire, l'abolition du secret des affaires, l'ouverture des livres de compte.

Ce contrôle ne peut pas être accordé de façon permanente par les dirigeants d'entreprises capitalistes, il ne peut donc être assimilé à une cogestion ou à un quelconque mode de participation qui font partager aux travailleurs les responsabilités de la gestion sans leur donner des moyens d'intervention effectifs. Il s'agit d'une conquête à arracher, d'une étape dans la mobilisation des travailleurs, d'un apprentissage du socialisme dans la lutte ou encore d'une préparation à la lutte pour le pouvoir des travailleurs et la constitution d'un nouveau type d'Etat. Il s'agit en bref d'une lutte pour secouer les habitudes acquises sous le joug capitaliste, il s'agit de l'organisation progressive des travailleurs pour leur propre libération.



Les comités mai 69

Marc Heurgon

Plus d'une centaine de « Comités Mai 69 » sont déjà constitués et au travail dans les entreprises, les universités, les lycées, les quartiers de la région parisienne, des grandes villes, et aussi dans quelques cantons ruraux. Ils regroupent des militants du PSU, des sympathisants, des syndicalistes, et encore beaucoup de jeunes dont c'est souvent le premier engagement politique et qui nous écri-

JE SUIS CANDIDAT

(suite de la page 2)

Trois objectifs concrets

Aujourd'hui, concrètement, ces perspectives se traduisent par trois objectifs.

Le premier, c'est de changer l'Etat. Cette énorme machine monstrueuse, où l'on ne sait jamais qui prend la décision.

Et pourtant l'Etat c'est notre affaire à tous. A chacun de nous, à chacun de vous, de le changer. Démocratiser l'Etat, l'organiser différemment, faire que les décisions quotidiennes qui concernent nos logements, nos villes, nos écoles, nos crèches, nos hôpitaux, soient prises au niveau des communes et des régions. Reconquérir l'Etat, le décentraliser, voilà le premier objectif.

Deuxième objectif : l'entreprise. Il ne faut plus de monarchie patronale. Dans un pays de travailleurs organisés, éduqués, compétents, chacun doit pouvoir discuter du sort

vent, téléphonent ou viennent nous voir en demandant simplement ce qu'ils peuvent faire pour nous aider.

A tous, nous répondons avec une grande franchise :

— a) D'abord vous pouvez nous aider financièrement. Nous aussi, nous avons besoin de millions pour soutenir notre candidat et comme nous n'aurons pas d'apports externes

qui lui est fait dans l'atelier, dans le département, dans le service, dans l'usine, dans le laboratoire, dans l'entreprise quelle qu'elle soit, agricole ou industrielle, privée ou publique.

Et puis le troisième, c'est de changer notre vieux système d'enseignement pour en faire un moyen de mettre chaque habitant de ce pays en état d'améliorer constamment ses connaissances pour lui permettre d'affronter les changements et défendre son emploi, mais aussi pour le rendre capable de comprendre les décisions dont il dépend et par conséquent de mieux les discuter, de mieux les contrôler et comme cela de faire mieux fonctionner une véritable démocratie.

Mais aujourd'hui la tâche première pour nous est la reconstruction de la gauche.

Le sens de ma candidature, c'est d'entreprendre avec tous ceux d'entre vous qui participeront à cet effort, la restructuration de la gauche autour d'un projet socialiste.

massifs, il faut tout faire pour que la souscription nationale diminue par son succès la saignée que les militants devront en tout état de cause s'imposer.

comité mai 69

Aidez-nous à créer
à mettre au travail
des milliers de

« Comités Mai 69 »
dans les entreprises,
les universités,

les lycées
les quartiers

- 1) En versant ou en téléphonant
aux « Comités Mai 69 »
81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)
Tél.: 566-45-37 - 566-45-48
- 2) En remplissant le bulletin
d'adhésion et en le retournant
à la même adresse.

— b) Ensuite, vous pouvez nous aider par un concours militant. Nous aussi, nous devons coller des dizaines de milliers d'affiches (sans pouvoir compter sur les offices d'affichage), diffuser des dizaines de milliers d'exemplaires de *Tribune Socialiste* (sans bénéficier le plus souvent de routage perfectionné).

Mais, en vérité, nous vous demandons bien autre chose.

Nous ne vous demandons pas seu-

lement de soutenir « la campagne de Michel Rocard », mais de mener à fond « votre » campagne, dans les lieux où se situe réellement l'affrontement des travailleurs contre les tenants du capital. Cela veut dire non seulement le soutien actif des luttes qui se déroulent sur le lieu de travail mais aussi l'initiative qui, en fonction de ce milieu, paraîtra à chaque comité de nature à développer au maximum la campagne. Chacun mettra au point les formes de pratique militante et de travail d'explication décentralisé (affiches manuscrites, inscriptions, tracts, lettres circulaires, réunions par petits groupes, etc.).

Cela n'est possible que si tous ceux qui veulent participer à notre action peuvent le faire dans une structure où ils pourront constamment discuter des orientations du courant socialiste, évaluer, à l'intérieur des comités comme dans les milieux qu'ils peuvent influencer, les objectifs de la campagne. Mai 1968, comme toutes les périodes révolutionnaires, a démontré qu'il était faux de lier monolithisme et efficacité. Mai 1969 doit montrer que par-delà le double rejet des sordides combines d'Alfortville ou des fausses unanimités affichées tant au Comité Central du Parti communiste qu'aux assises de l'U.D.R., il est possible au courant socialiste d'affronter la bataille avec résolution, sans mettre en cause ce qui fait sa diversité et son pluralisme.